

TABLEAU COMPARATIF

Textes en vigueur	Texte de la proposition de loi	Examen par la commission
<p>Loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010</p> <p>Art. 85. - I. - Le code général des impôts est ainsi modifié :</p> <p>1° A l'article 80 <i>quinquies</i>, les mots : « des indemnités qui, mentionnées au 8° de l'article 81, sont allouées aux victimes d'accidents du travail et de celles » sont remplacés par les mots : « de la fraction des indemnités allouées aux victimes d'accidents du travail exonérée en application du 8° de l'article 81 et des indemnités » ;</p> <p>2° Au 8° de l'article 81, les mots : « Les indemnités temporaires, prestations et rentes viagères » sont remplacés par les mots : « Les indemnités temporaires, à hauteur de 50 % de leur montant, ainsi que les prestations et rentes viagères, ».</p> <p>II. - Le I s'applique aux indemnités versées à compter du 1^{er} janvier 2010.</p>	<p>Proposition de loi visant à supprimer la fiscalisation des indemnités journalières versées aux victimes d'accident du travail, à instaurer la réparation intégrale des préjudices subis par les accidentés du travail et à intégrer le montant des cotisations accidents du travail et maladies professionnelles versé par les entreprises dans leur chiffre d'affaires soumis à l'impôt sur les sociétés</p> <p>TITRE I</p> <p>DÉFISCALISATION DES INDEMNITÉS JOURNALIÈRES VERSÉES PAR LA SÉCURITE SOCIALE AUX ACCIDENTÉS DU TRAVAIL</p> <p>Article 1^{er}</p> <p>L'article 85 de la loi de finances pour 2010 est abrogé.</p>	<p><i>La commission a décidé de ne pas établir de texte. En conséquence, en application de l'article 42 de la Constitution et de l'article 42-6 du Règlement du Sénat, la discussion en séance publique portera sur le texte de la proposition de loi.</i></p>

Textes en vigueur	Texte de la proposition de loi	Examen par la commission
<p style="text-align: center;">Code de la sécurité sociale</p> <p style="text-align: center;">LIVRE IV Accidents du travail et maladies professionnelles (Dispositions propres et dispositions communes avec d'autres branches)</p> <p style="text-align: center;">TITRE I^{ER} Généralités - Dispositions propres à certains bénéficiaires</p> <p style="text-align: center;">CHAPITRE I^{ER} Définitions : accident du travail et accident du trajet</p>	<p style="text-align: center;">TITRE II</p> <p style="text-align: center;">RÉPARATION INTÉGRALE DES PRÉJUDICES SUBIS PAR LES SALARIÉS VICTIMES D'UN ACCIDENT DU TRAVAIL OU D'UNE MALADIE PROFESSIONNELLE</p> <p style="text-align: center;">Article 2</p> <p>Avant le chapitre I^{er} du titre I^{er} du livre IV du code de la sécurité sociale, il est inséré un chapitre préliminaire ainsi rédigé :</p> <p style="text-align: center;"><i>« CHAPITRE PRÉLIMINAIRE « Réparation intégrale des accidents du travail et des maladies professionnelles</i></p> <p style="text-align: center;"><i>« Art. L. 410-1. - Les personnes victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle et leurs ayants droit ont droit, dans le cadre des dispositions du présent livre, à la répara- tion intégrale de leurs différents préjudi- ces. »</i></p>	
<p style="text-align: center;">TITRE III Prestations CHAPITRE I^{ER} Dispositions générales</p> <p>Art. L. 431-1. - Les prestations accordées aux bénéficiaires du présent livre comprennent :</p> <p>.....</p> <p>4° pour les victimes atteintes d'une incapacité permanente de travail, une indemnité en capital lorsque le taux de l'incapacité est inférieur à un taux déterminé, une rente au-delà et, en cas de mort, les rentes dues aux ayants droit de la victime.</p> <p>.....</p>	<p style="text-align: center;">Article 3</p> <p>Après le 4° de l'article L. 431-1 du code de la sécurité sociale, il est inséré un alinéa 4° <i>bis</i> ainsi rédigé :</p> <p style="text-align: center;"><i>« 4° bis une indemnisation en réparation des souffrances physiques et morales, des préjudices esthétiques et d'agrément, du préjudice d'établissement et de la perte ou de la diminution de ses possibilités de promotion professionnelle.</i></p> <p style="text-align: center;"><i>« En cas d'accident suivi de</i></p>	

Textes en vigueur	Texte de la proposition de loi	Examen par la commission
<p style="text-align: center;">CHAPITRE IV Indemnisation de l'incapacité permanente</p> <p>Art. L. 434-2. - Le taux de l'incapacité permanente est déterminé d'après la nature de l'infirmité, l'état général, l'âge, les facultés physiques et mentales de la victime ainsi que d'après ses aptitudes et sa qualification professionnelle, compte tenu d'un barème indicatif d'invalidité.</p> <p>Lorsque l'incapacité permanente est égale ou supérieure à un taux minimum, la victime a droit à une rente égale au salaire annuel multiplié par le taux d'incapacité qui peut être réduit ou augmenté en fonction de la gravité de celle-ci.</p> <p>Dans le cas où l'incapacité permanente est égale ou supérieure à un taux minimum et oblige la victime, pour effectuer les actes ordinaires de la vie, à avoir recours à l'assistance d'une tierce personne, le montant de la rente est majoré. En aucun cas, cette majoration ne peut être inférieure à un montant minimum affecté des coefficients de revalorisation fixés dans les conditions prévues à l'article L. 341-6.</p> <p>En cas d'accidents successifs, le taux ou la somme des taux d'incapacité permanente antérieurement reconnue constitue le point de départ de la réduction ou de l'augmentation prévue au deuxième alinéa pour le calcul de la rente afférente au dernier accident. Lorsque, par suite d'un ou plusieurs accidents du travail, la somme des taux d'incapacité permanente est égale ou supérieure à un taux minimum,</p>	<p>mort, les ayants droit de la victime mentionnés aux articles L. 434-7 et suivants, ainsi que les ascendants et descendants qui n'ont pas droit à une rente en vertu desdits articles, bénéficient d'une indemnisation en réparation du préjudice moral. »</p> <p style="text-align: center;">Article 4</p> <p>L'article L. 434-2 du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :</p> <p>1° Le deuxième alinéa est ainsi rédigé :</p> <p>« En cas d'incapacité permanente la victime a droit à une rente égale au salaire annuel multiplié par le taux d'incapacité médicalement reconnu. » ;</p> <p>2° Au troisième alinéa, après les mots : « Dans le cas où l'incapacité permanente », les mots : « est égale ou supérieure à un taux minimum et » sont supprimés ;</p> <p>3° Le quatrième alinéa est ainsi rédigé :</p> <p>« Lorsque, par la suite d'un ou plusieurs accidents du travail, la victime a droit à indemnisation, celle-ci se fait, sur demande de la victime, soit par l'attribution d'une rente qui tient compte de la ou des indemnités en capital précédemment versées, soit par l'attribution d'une indemnité en capital dans les conditions prévues à l'article L. 434-1. »</p>	

Textes en vigueur

l'indemnisation se fait, sur demande de la victime, soit par l'attribution d'une rente qui tient compte de la ou des indemnités en capital précédemment versées, soit par l'attribution d'une indemnité en capital dans les conditions prévues à l'article L. 434-1. Le montant de la rente afférente au dernier accident ne peut dépasser le montant du salaire servant de base au calcul de la rente.

Lorsque l'état d'invalidité apprécié conformément aux dispositions du présent article est susceptible d'ouvrir droit, si cet état relève de l'assurance invalidité, à une pension dans les conditions prévues par les articles L. 341-1 et suivants, la rente accordée à la victime en vertu du présent titre dans le cas où elle est inférieure à ladite pension d'invalidité, est portée au montant de celle-ci. Toutefois, cette disposition n'est pas applicable si la victime est déjà titulaire d'une pension d'invalidité des assurances sociales.

**CHAPITRE III
Indemnisation
de l'incapacité temporaire**

Art. L. 433-2. - L'indemnité journalière est égale à une fraction du salaire journalier. Ce dernier n'entre en compte que dans la limite d'un pourcentage du maximum de rémunération annuelle retenu pour l'assiette des cotisations d'assurance vieillesse en vertu de l'article L. 241-3.

.....

Code général des impôts

Art. 39. - 1. Le bénéfice net est établi sous déduction de toutes charges, celles-ci comprenant, sous réserve des dispositions du 5, notamment :

Texte de la proposition de loi

Article 5

Le premier alinéa de l'article L. 433-2 du code de la sécurité sociale est ainsi rédigé :

« L'indemnité journalière est égale au salaire net journalier perçu. »

TITRE III

**MAINTIEN DU MONTANT DES
COTISATIONS ACCIDENTS
DU TRAVAIL ET MALADIES PRO-
FESSIONNELLES VERSÉES
PAR LES EMPLOYEURS DANS
L'ASSIETTE DE L'IMPÔT
SUR LES SOCIÉTÉS**

Article 6

Au premier alinéa du 1° du 1. de

Examen par la commission

Textes en vigueur	Texte de la proposition de loi	Examen par la commission
<p>1° Les frais généraux de toute nature, les dépenses de personnel et de main-d'œuvre, le loyer des immeubles dont l'entreprise est locataire.</p> <p>Toutefois les rémunérations ne sont admises en déduction des résultats que dans la mesure où elles correspondent à un travail effectif et ne sont pas excessives eu égard à l'importance du service rendu. Cette disposition s'applique à toutes les rémunérations directes ou indirectes, y compris les indemnités, allocations, avantages en nature et remboursements de frais.</p> <p>.....</p>	<p>l'article 39 du code général des impôts, après les mots : « dépenses de personnel et de main-d'œuvre », sont insérés les mots : « à l'exception des sommes représentant le montant des cotisations versées par l'entreprise au titre de sa participation au financement de la branche accidents du travail et maladies professionnelles de la sécurité sociale pour les risques professionnels. »</p>	
<p>Code de la sécurité sociale</p>	<p>Article 7</p>	
<p>CHAPITRE VI Contribution sociale généralisée Section 2 De la contribution sociale sur les revenus du patrimoine</p>	<p>Les éventuelles conséquences financières résultant pour les organismes de sécurité sociale de l'application de la présente loi sont compensées, à due concurrence, par un relèvement des taux prévus aux articles L. 136-6 et L. 136-7 du code de la sécurité sociale.</p>	
<p>Art. L. 136-6. -</p> <p>.....</p>		
<p>Section 3 De la contribution sociale sur les produits de placement</p>		
<p>Art. L. 136-7. -</p> <p>.....</p>		